

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(C.C.A.P)**

Appel d'offres Ouvert

**Articles L2324-1 et R2124-2 du Code de la commande publique
Marché de fournitures**

Objet de la consultation

**Prestation de transfert, stockage et gestion externalisée des archives de la
CPAM du Val-d'Oise**

POUVOIR ADJUDICATEUR
CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU VAL D'OISE
Immeuble les Marjoberts- 2, rue des Chauffours
95017 Cergy-Pontoise Cedex

Marché N° 2025-001

Date limite de candidature : 11 Mars 2025 à 17h30

Le présent document établi le 24 Janvier 2025 comporte 26 feuillets numérotés de 2 à 26

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE 1. OBJET ET MODALITES DE LA CONSULTATION	5
Article 1. Objet du C.C.A.P	5
1.1. Objet	5
1.2. Obligations	5
1.3. Forme des notifications et informations	5
1.4. Activité soumise à agrément	6
Article 2. Procédure et forme	6
2.1. Procédure	6
2.2. Mode de dévolution et nomenclature	7
2.3. Forme du marché et technique d'achat	7
2.4. Marché subséquent, variantes, prestations supplémentaires éventuelles et options	7
2.5. Montant du marché	7
Article 3. Nature du marché	7
Article 4. Parties contractantes	7
Article 5. Documents contractuels	8
Article 6. Durée du marché	8
Article 7. Protection de l'environnement	10
Article 8. Clause de confidentialité	10
Article 9. Assurance	10
CHAPITRE 2. MODALITE D'EXECUTION DES PRESTATIONS	11
Article 10. Obligations du titulaire	11
10.1. Obligation de résultat	11
10.2. Le personnel et le titulaire	11
10.3. Production des documents administratifs	12
10.4. Droit de propriété intellectuelle	12
Article 11. Début d'exécution	12
Article 12. Lieux d'exécution	12
12.1. Enlèvement des archives	12
12.2. Stockage des archives	12
12.2.1. Modification du site de stockage	13
12.2.2. Retrait de l'agrément du lieu de stockage	13
12.2.3. Renouvellement de l'agrément	13
Article 13. Caractéristique des prestations	14
Article 14. Conditions d'exécution	14
14.1. Caractéristiques des prestations	14
14.2. Commandes	14
14.2.1. Emission des bons de commande	14

14.2.2. Engagements de l'organisme.....	15
14.2.3. Inexécution des bons de commande	15
14.3. Délai d'exécution	15
14.4. Clause environnementale	15
14.5. Sous-traitance.....	15
Article 15. Interlocuteurs.....	16
15.1. Pour le titulaire.....	16
15.2. Pour la CPAM du Val-d'Oise	16
Article 16. Opération de vérification.....	17
CHAPITRE 3. PRIX ET REGLEMENT	17
Article 17. Prix	17
Article 18. Révision des prix.....	18
Article 19. Modalités de facturation et de règlement	18
Article 20. Avance.....	19
20.1. Versement de l'avance	19
20.2. En cas de sous-traitance	20
20.3. Remboursement de l'avance	20
CHAPITRE 4. MESURES COERCITIVES	21
Article 21. Pénalités	21
21.1. Pénalités de retard	21
21.1.1. Pénalités journalière pour retard d'exécution de la prestation de prise en charge initiale des documents ou des prestations dues en fin d'exécution du marché - cf. Articles 4.1 et 5 du C.C.T.P.	21
21.1.2. Pénalités journalière pour retard de production de pièces ou exécution de prestations exigées aux C.C.A.P. et C.C.T.P.	21
21.2. Cumul des pénalités	22
Article 22. Exécution aux frais et risques du titulaire	22
Article 23. Résiliation	23
23.1. Résiliation pour événements extérieurs au marché.....	23
23.2. Résiliation aux torts du titulaire.....	23
23.3. Résiliation pour motif d'intérêt général	23
CHAPITRE 5. MODIFICATIONS DES CLAUSES CONTRACTUELLES	24
Article 24. Formalisation des modifications	24
Article 25. Transfert de marché.....	24
Article 26. Changement d'indice	24
Article 27. Modification du statut du titulaire.....	24
Article 28. Ajout ou suppression de site	24
CHAPITRE 6. REGLEMENT DES LITIGES	25
CHAPITRE 7. LA FORCE MAJEURE.....	25
CHAPITRE 8. DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	26

En application des dispositions de l'article R2132-7 du Code de la commande publique les communications et les échanges d'informations avec les candidats et soumissionnaires sont effectués exclusivement par voie électronique.

Le soumissionnaire mentionne de manière précise une adresse électronique (mail) de référence valide.

CHAPITRE 1. OBJET ET MODALITES DE LA CONSULTATION

Article 1. Objet du C.C.A.P

1.1. *Objet*

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières – C.C.A.P.- fixe les dispositions administratives se rapportant à l'exécution de prestations de transfert, stockage et gestion des archives de la CPAM du Val-d'Oise.

L'objet du marché intègre la réalisation de prestations de destruction d'archives stockées dans les locaux de l'organisme.

Les modalités d'exécution, et le niveau d'exigence et de qualité des prestations figurent au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Le présent C.C.A.P se rapporte à une activité réglementée.

1.2. *Obligations*

Le marché visé au présent C.C.A.P est assorti d'une obligation de résultat et de conseil. Le service de conseil peut notamment concerner l'organisation de l'archivage, tri, classement, inventaire, indexation.

A compter de sa date de notification le marché acquiert force exécutoire entre les deux parties. A ce titre le titulaire est tenu au respect des prescriptions de la totalité des pièces contractuelles.

Tout manquement se traduit par la mise en œuvre des mesures coercitives visées aux articles 21 à 23 du présent document.

1.3. *Forme des notifications et informations*

La notification au titulaire de décisions ou informations par l'organisme dans le cadre de l'exécution du marché, à l'exception des mises en demeure et résiliation, sont valablement faites par courriel avec demande d'accusé réception.

● Exécution des prestations

Concernant l'exécution des prestations, les notifications émanant du titulaire sont adressées par voie dématérialisée avec demande d'accusé réception à :

archives.cpam-cergyponoise@assurance-maladie.fr , pour les demandes purement techniques ; et à

marche_public.cpam-val-d-oise@assurance-maladie.fr , pour toute demande juridique, ou en lien avec la relation avec le service client.

● **Facturation**

➔ LA FACTURATION EST FAITE VIA CHORUS PRO EXCLUSIVEMENT

Pour les demandes de règlement des prestations exécutées dans le cadre du présent marché, **le titulaire procède à l'envoi des facturations, exclusivement par voie dématérialisée via la solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition, le portail public de facturation dénommé « Chorus pro »**, dans les conditions définies au présent article.

L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le titulaire est informé que Chorus Pro est le vecteur exclusif de transmission des factures sous forme dématérialisée : toute transmission de pièces par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, n'est pas acceptée.

Par suite, en cas de réception d'une facture électronique non adressée via Chorus Pro, l'organisme informe le titulaire du rejet de sa facture par mail ou par courrier et l'invite à s'y conformer.

En cas de réception d'une facture adressée via Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après ou comportant des informations erronées, l'organisme informe le titulaire du rejet de sa facture par message généré via Chorus Pro et l'invite à ré adresser via le portail une facture dûment rectifiée.

Le titulaire devra, pour pouvoir déposer ses décomptes, renseigner les champs suivants dans l'outil :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera l'organisme en tant que destinataire de la facture :
323 391 367 00030
- Le code service : CPAMsacm
- Le numéro du marché tel qu'il figure sur l'acte d'engagement.

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le titulaire peut consulter:

- Le site Communauté Chorus Pro à l'adresse :
<https://communaute-choruspro.finances.gouv.fr/>
- L'aide en ligne du portail Chorus Pro.

1.4. Activité soumise à agrément

L'exécution des prestations est subordonnée à la possession **d'un agrément ministériel pour conservation d'archives publiques courantes et intermédiaires sur support papier selon les termes des articles L212-4, R212-19 et R212-31 du code du Patrimoine.**

Article 2. Procédure et forme

2.1. Procédure

La consultation est passée sous la forme d'un appel d'offres ouvert soumis aux dispositions des articles L2324-1 et R2124-2 du Code de la commande publique.

2.2. Mode de dévolution et nomenclature

Conformément aux termes de l'article L2113-10 du Code de la Commande publique, la consultation n'est pas allotie d'une part, en raison de l'impossibilité d'identifier des prestations distinctes et d'autre part, pour des motifs économiques.

Les prestations sont classées par référence au vocabulaire commun des marchés européens (CPV).

92512000-3 : Services d'archives

92512100-4 : Services de destruction d'archives.

2.3. Forme du marché et technique d'achat

Le marché issu de la présente consultation est un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande au sens des articles R2162-1 à R2162-14 du Code de la commande publique. Il est conclu sans montant minimum, sur la base de prix forfaitaires et unitaires.

2.4. Marché subséquent, variantes, prestations supplémentaires éventuelles et options

Sans objet

2.5. Montant du marché

Le marché est passé sans montant minimum et sans seuil minimum de commande.

Le montant global des dépenses ne peut excéder 250000 € HT/300 000 € TTC sur la durée totale du marché.

Article 3. Nature du marché

Le présent marché est un marché de service.

Article 4. Parties contractantes

Les parties contractantes sont :

- ◆ D'une part, la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Val d'Oise, pouvoir adjudicateur, désignée dans le présent C.C.A.P. par l'expression "l'Organisme", représentée par la Directrice Générale Mme Edwige RIVOIRE,

- ◆ D'autre part, l'entreprise titulaire du marché désignée dans le présent C.C.A.P. par l'expression "le titulaire",
- ◆ Le comptable assignataire des paiements : Madame Jeanne SEMPERE, Directrice Financière et Juridique de la CPAM du Val-d'Oise.

Article 5. Documents contractuels

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant :

Pièces particulières :

- L'Acte d'Engagement et ses deux annexes
 - Annexe 1 : Bordereau de prix unitaires - DQE,
 - Annexe 2 : Déclaration de sous-traitance,
- L'Acte contractuel de confidentialité,
- Le Livret de Sécurité du prestataire,
- Le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD),
- Les avenants éventuels,
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, en date du 24 Janvier 2025, dont seul l'original, conservé par l'organisme, fait foi,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières, en date du 24 Janvier 2025 et son annexe, dont seul l'original, conservé par l'organisme fait foi
 - Annexe 1 : Liste des sites de retrait,
- Le mémoire technique du titulaire et les pièces y annexées,

Pièces générales :

- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des Organismes de Sécurité Sociale (non joint) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services –CCAG-FCS (non joint) ;
- Le Code de la commande publique (non joint).

Article 6. Durée du marché

Le présent marché est conclu depuis sa date de notification pour une durée de 12 mois.

Il est renouvelable 3 fois par tacite reconduction annuelle, sans excéder 4 ans. Le titulaire ne peut refuser sa reconduction.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur a la faculté de dénoncer le marché par lettre recommandée avec accusé réception, adressée au moins trois mois avant la date prévue de reconduction. Cette dénonciation ne donne pas lieu à versement d'indemnités au profit du titulaire.

Par ailleurs, l'Organisme peut également dénoncer le marché, sans indemnités versées au titulaire, en cas de besoin de mutualisation avec d'autres Organismes de la sécurité sociale.

Article 7. Protection de l'environnement

Conformément aux dispositions de l'article 7 du CCAG/FCS, le titulaire doit veiller à ce que les prestations soient effectuées dans le respect des prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité, de santé des personnes et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier en cours d'exécution du marché sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Article 8. Clause de confidentialité

Le titulaire est astreint à l'obligation de confidentialité, notamment à l'égard des tiers pour toutes les informations dont il aurait pu disposer dans l'exécution du présent marché.

L'Accord de Confidentialité et le Livret de sécurité du prestataire définissent, pour les deux parties, les obligations en matière de confidentialité.

Ces obligations persistent après l'exécution du marché. Il appartient au titulaire de veiller au respect de ces clauses par son personnel et par les opérateurs intervenants en qualité de sous-traitant.

Le titulaire est astreint au respect des dispositions du Règlement général sur la protection des données.

Le non-respect de ces obligations, indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, constitue un motif de résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire.

Article 9. Assurance

Le titulaire est responsable sans aucune restriction de définition des dommages qui peuvent être causées aux personnes, aux biens, ainsi qu'aux installations dont il assure la surveillance, le contrôle, l'entretien, lorsque ces dommages proviennent ou résultent de sa faute ou de celle de ses préposés ou d'un manquement à ses obligations.

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire ainsi que les sous-traitants désignés dans le marché doivent justifier, **de la souscription d'une assurance responsabilité civile professionnelle.**

L'attestation produite doit préciser les caractéristiques essentielles du contrat souscrit et des garanties apportées par l'assureur.

Dérogation ART 9 CCAGFCS



Délai de production attestation d'assurance :

Début d'exécution du marché : 8 jours à compter de la date de la notification

Reconduction du marché : 8 jours à compter de la date de reconduction du marché

CHAPITRE 2. MODALITE D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Article 10. Obligations du titulaire

10.1. Obligation de résultat

Le marché visé au présent C.C.A.P. est assorti d'une obligation de résultat et de conseil.

L'avis ou l'acceptation de l'organisme sur une décision concernant l'organisation ainsi que les informations et documents fournis par lui ne peuvent dégager pour autant la responsabilité du titulaire.

10.2. Le personnel et le titulaire

Le titulaire :

- Affecte des agents possédant les qualifications requises pour l'exécution des prestations,
- Dote ces agents d'une tenue adaptée, d'un insigne identifiant la société et des équipements de sécurité adéquats.
- Est responsable :
 - o Des dommages de toute nature occasionnés à l'occasion de la réalisation des prestations, soit à son personnel, soit à des tiers agissant pour son compte à l'occasion de la réalisation des prestations,
 - o Des fautes ou négligences commises par son personnel ou des tiers agissant pour son compte lors de la réalisation des prestations.

Le titulaire communique à l'organisme la liste du personnel en charge de l'exécution des prestations.



Délai de production liste du personnel en charge de l'exécution des prestations :

Dans les 8 jours suivant la notification du marché, (qualifications

Toute modification au sein de cette liste, en cours d'exécution du marché, fait l'objet d'une information, par courriel, auprès de l'organisme dans un délai de 48 h avant la réalisation des prestations.

L'organisme se réserve le droit d'exiger du titulaire le remplacement d'un membre du personnel qui se serait rendu coupable de manquements graves ou préjudiciables dans le cadre professionnel, ou qui n'aurait pas les qualifications ou compétences requises pour assurer les prestations contractuelles.

10.3. Production des documents administratifs

- *Certificats prévus aux articles D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail, prouvant la régularité de la situation en matière d'obligations fiscales et sociales*

Le titulaire s'engage à fournir spontanément à l'organisme, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents mentionnés aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du Travail.

Il lui incombe de procéder à la collecte des documents précités auprès de ses sous-traitants.



Délai de production des documents administratifs.
Dans les 8 jours suivant une période semestrielle d'exécution

10.4. Droit de propriété intellectuelle

Le titulaire cède ses droits d'auteur et patrimoniaux (droit de reproduction, d'adaptation, de traduction et d'utilisation secondaire sur tout support papier et numériques qu'ils soient exploités on line ou off line) attachés à la prestation de rédaction d'inventaire.

Article 11. Début d'exécution

La date de notification du présent marché vaut date de début d'exécution.

Article 12. Lieux d'exécution

12.1. Enlèvement des archives

La liste des lieux d'exécution figure à l'annexe 1 au C.C.T.P. Cette liste est évolutive.

Toute modification ne donne pas lieu à l'établissement d'un avenant. La modification est notifiée au titulaire selon les modalités précisées à l'article 1.3 du présent C.C.A.P.

12.2. Stockage des archives

La notification du marché emporte validation du site proposé pour la conservation des archives.

12.2.1. Modification du site de stockage

La modification du site d'archivage, en cours d'exécution du marché, doit être validée par l'organisme.



Délai imparti au titulaire pour informer l'organisme de la modification du site de stockage.

2 mois avant la modification effective du lieu d'archivage



Délai imparti à l'organisme pour notifier au titulaire sa décision

1 mois à compter de la réception de la demande émise par le titulaire

L'absence de réponse de l'organisme dans le délai imparti vaut acceptation de la modification proposée.

Le refus de la modification proposée peut induire une résiliation du marché sans aucune indemnité au profit du titulaire.

12.2.2. Retrait de l'agrément du lieu de stockage

Le titulaire informe l'organisme de la perte de l'agrément, en cours d'exécution du marché.



Délai imparti au titulaire pour informer l'organisme du retrait de l'agrément du lieu d'archivage.

1 mois avant la prise d'effet de la décision de retrait pour l'emprise concernée

Dans le cas où le titulaire ne propose pas de nouveau site ou propose un site ne répondant pas aux exigences techniques du C.C.T.P., l'organisme se réserve la possibilité de faire procéder au transfert de la totalité des archives, aux frais et risques du titulaire (Cf. Article du 22 du C.C.A.P).

La résiliation du marché est prononcée aux torts du titulaire.

12.2.3. Renouvellement de l'agrément

Le titulaire informe l'organisme du renouvellement de l'agrément, en cours d'exécution du marché.



Délai imparti au titulaire pour produire une copie du nouvel agrément

15 jours après la réception du renouvellement de l'agrément

Article 13. Caractéristique des prestations

Les spécifications techniques sont regroupées au sein du CCTP et son annexe.
La liste des sites énumérés à l'annexe 1 au C.C.T.P. est évolutive. Cette évolution est communiquée au titulaire au fur et à mesure des besoins.

Article 14. Conditions d'exécution

14.1. Caractéristiques des prestations

Les caractéristiques et modalités d'exécution des prestations sont décrites dans le C.C.T.P.

14.2. Commandes

14.2.1. Emission des bons de commande

Les bons de commande sont émis, selon les besoins de l'organisme, et notifiés au titulaire selon les modalités précisées à l'article 1.3 du présent C.C.A.P.

Les prestations nécessitant l'émission d'un bon de commande de l'organisme sont les suivantes :

- La prise en charge initiale sur le site de stockage du titulaire du marché précédent des archives déjà inventoriées,
- La destruction des archives arrivées à échéance de leur DUA
- L'enlèvement sur les sites visés à l'annexe 1 au C.C.T.P., le transport et le stockage des archives

Dans ce cadre, le bon de commandes comportera à minima les éléments suivants :

- Le numéro du marché,
- L'intitulé de la prestation,
- La quantité souhaitée,
- Le prix unitaire indiqué dans l'acte d'engagement,
- Le montant total HT,
- La TVA,
- Le montant total TTC.

14.2.2. Engagements de l'organisme

Le marché est passé sans montant minimum. Le montant maximum
Le montant maximum global des dépenses attachées au marché ne peut excéder 250000 € HT/300 000 € TTC.

14.2.3. Inexécution des bons de commande

L'inexécution d'une partie ou de la totalité de la commande par le titulaire induit la mise en œuvre des mesures coercitives visées aux articles 21 à 23 du présent C.C.A.P.

14.3. Délai d'exécution

Cf. article 4 du C.C.T.P.

Les délais d'exécution non mentionnés au C.C.T.P. sont portés sur le bon de commande et revêtent un caractère contractuel.

14.4. Clause environnementale

L'objet du marché comporte une dimension environnementale.
La gestion des déchets générés par les prestations doit répondre à la réglementation en vigueur au jour d'exécution des prestations.

14.5. Sous-traitance

En application de l'article L2193-1 du Code de la commande publique, le titulaire du marché peut sous-traiter certaines parties des services intégrés dans l'objet du marché à condition d'avoir obtenu l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de l'organisme.

Le sous-traitant doit répondre aux exigences réglementaires des articles R4544-9 et R4544-10 du Code du travail.

- ***Demande d'agrément déposée conjointement au dépôt de l'offre***

La demande d'agrément est présentée sur le formulaire DC4 joint au dossier de consultation. La notification de l'accord-cadre emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

- ***Demande d'agrément déposée après dépôt de l'offre***

En cas de décision de recours à la sous-traitance postérieurement au dépôt de l'offre, la demande préalable d'acceptation du sous-traitant doit être formulée dans les mêmes conditions précédemment décrites.

Le formulaire DC4 – Déclaration de sous-traitance – est téléchargeable sur :

https://www.economie.gouv.fr/files/directions_services/daj/formulaires/DC4.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont régis par les articles R2193-1 à R2193-8 du Code de la commande publique.

Il appartient au titulaire de procéder à la collecte des documents et attestations à joindre au dossier de demande de sous-traitance.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure responsable de l'exécution des obligations résultant du marché.

Le défaut de déclaration d'un sous-traitant est en outre passible d'une amende de 7 500 euros (Cf. article L8271-1-1 du Code du travail).

Le titulaire impose contractuellement à ses sous-traitants le respect de l'ensemble du droit social français, y compris les salaires minima de sa convention collective pour la catégorie considérée, et est responsable de ce respect vis-à-vis du Maître d'Ouvrage.

Article 15. Interlocuteurs

15.1. Pour le titulaire

Lors de la notification du marché, le titulaire désigne un correspondant, responsable de la bonne exécution et du suivi des prestations. Il est l'interlocuteur unique de l'organisme.

Ce responsable technique est présent sur le site sur convocation de l'organisme et a un pouvoir suffisant pour engager la responsabilité du titulaire.

Il est notamment responsable :

- Du respect des plannings,
- Du contrôle de la qualité des prestations,
- De l'organisation du travail,
- Du suivi du marché de façon générale,
- De l'information auprès de l'organisme,
- De la discipline et du respect des consignes et des conditions d'exécution du marché par le personnel intervenant.

15.2. Pour la CPAM du Val-d'Oise

Le Responsable de la Plateforme traitement flux-entrants ou son représentant est désigné correspondant du titulaire au sein de l'organisme.

Il est l'interlocuteur du correspondant du titulaire et répond à toute question d'ordre technique et constitue le relais pour toute question d'ordre administrative ou juridique qui pourrait se poser au cours de l'exécution du marché.

Article 16. Opération de vérification

Les opérations de vérification sont effectuées selon les dispositions des articles 27 à 30 du CCAG/FCS.

L'organisme peut contrôler, à tout moment, la quantité et la qualité des prestations exécutées avec l'aide d'un organisme extérieur spécialisé.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire effectuer à tout moment, par un organisme de son choix, les expertises qu'il estime nécessaires et celles prévues par la réglementation.

En conséquence, le titulaire du marché s'engage à être représenté lors de ces visites et à apporter son concours et mettre en place les moyens appropriés pour faciliter la réalisation de ces essais et vérifications.

Les interventions d'assistance aux contrôles sont prévues dans le cadre du marché et ne feront pas l'objet d'une facturation supplémentaire.

Durant cette intervention et en fonction de sa nature, le titulaire devra déléguer un technicien sur site.

Dérogation à l'article 28.2 du CCAG/FCS : Opérations de vérification

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-FCS, le délai imparti à l'organisme pour procéder aux opérations de vérification est de **3 mois** à compter de la livraison ou de l'exécution des prestations.

Passé ce délai, la décision d'admission des services est réputée acquise.

A défaut d'admission, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché, sans prétendre à une indemnité.

CHAPITRE 3. PRIX ET REGLEMENT

Article 17. Prix

L'offre de prix est constituée des prix unitaires et forfaitaires mentionnés à l'annexe 2 de l'acte d'engagement.

Les prix comprennent l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frais et taxes nécessaires à l'exécution des prestations.

Etablis aux conditions économiques du mois de février 2025, les prix restent fermes pendant la première année d'exécution du marché.

Seul le montant de la TVA pourra être modifié en fonction des nouvelles dispositions intervenant en cours de marché.

Article 18. Révision des prix

En cas de reconduction, les prix du marché sont révisables annuellement à la date anniversaire de notification.

Le titulaire communiquera les prix révisés au plus tard 1 mois après la date d'application.

L'organisme se réserve le droit de demander les documents qui justifient la variation de prix. Le titulaire du marché s'engage à y répondre favorablement et fournir les justifications demandées.

Les prix révisés seront fermes et invariables pendant la période annuelle d'exécution.

Les prix unitaires sont révisables annuellement à la date de reconduction par application des indices publiés sur le site de l'INSEE, et relatifs au secteur concerné.

Les prix révisés seront fermes et invariables pendant la période annuelle d'exécution.

L'organisme se réserve le droit de demander les documents qui justifient la variation de prix. Le titulaire du marché s'engage à y répondre favorablement et fournir les justifications demandées dans un délai maximum de 8 jours.

Article 19. Modalités de facturation et de règlement

Les prestations exécutées font l'objet d'une facturation mensuelle.



Délai de production de la facturation :
-3 mois après l'exécution des prestations

Les factures comportent les indications suivantes :

- le numéro du marché, le cas échéant de chaque avenant,
- le nom et l'adresse du titulaire,
- le numéro du compte bancaire ou postal du titulaire,
- la date de la facture,
- le détail des prestations facturées,
- le site d'exécution de la prestation,
- le détail
- le prix total hors TVA, le taux et le montant de la TVA et le prix total TTC.

Rappel : Les factures du titulaire, accompagnées des bons d'intervention, sont transmises exclusivement par voie dématérialisée via la solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition sur le portail public de facturation dénommé « Chorus pro », dans les conditions définies à l'article 1.3 du présent CCAP.

L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Interruption du délai de règlement

Le délai de règlement des factures est interrompu dans les cas suivants :

► absence de production des pièces suivantes :

- Bordereau de prise en charge/de versement, cf. Article 4.1 du C.C.T.P
- Bordereau justificatif cf Article 4.5 du C.C.T.P.
- Bordereau d'élimination/certificat de production, cf. Article 4.5 du C.C.T.P.
- Bordereau justifiant de la suppression des bases de données, cf. Article 5 du C.C.T.P.

La facture est retournée au titulaire au motif de non-respect des dispositions du C.C.A.P. ou C.C.T.P.

Le non-règlement dans les délais des sommes dues par l'organisme en application du présent marché fait courir de plein droit :

- des intérêts moratoires au profit du titulaire et du sous-traitant payé directement,
- d'une indemnité de 40 €.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement.

Le taux de ces intérêts est le taux de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de sept points.

Article 20. Avance

Une avance est accordée dans les conditions fixées à l'article R2191-16 du code de la commande publique.

Dans le cas, d'un marché reconductible, une avance sera versée au titulaire pour chaque reconduction dans les conditions visées ci-après.

Cette avance n'est due que sur la part du marché que le titulaire ne sous-traite pas. Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées même dans l'hypothèse où le sous-traitant ne souhaiterait pas bénéficier de l'avance.

20.1. Versement de l'avance

Une avance sera versée pour chaque bon de commande lorsque son montant sera supérieur à 50 000 euros HT et le délai d'exécution sera supérieur à deux mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant du bon de commande, toutes taxes comprises, si la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois.

20.2. En cas de sous-traitance

Conformément aux articles R2193-17 à R2193-21 du code de la commande publique, une avance de 5% est versée, sur leur demande, aux sous-traitants ayant droit au paiement direct et remplissant les conditions d'octroi d'une avance.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le pouvoir adjudicateur conformément à l'article R2193-20 du code de la commande publique.

Les modalités de calcul de l'avance de 5% se font dans les conditions des articles R2191-6 et R2191-7 du code de la commande publique au regard du montant des prestations confiées au sous-traitant tel que cela figure à l'acte d'engagement ou à l'acte spécial.

20.3. Remboursement de l'avance

Que ce soit le titulaire ou le sous-traitant, les conditions du remboursement de l'avance se font dans les conditions suivantes : par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de solde.

Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 60% du montant toutes taxes comprises du bon de commandes.

Dans la mesure du possible, le remboursement s'effectuera en une seule fois.

En tout état de cause, le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant toutes taxes comprises du bon de commandes.

CHAPITRE 4. MESURES COERCITIVES

Article 21. Pénalités

21.1. Pénalités de retard

Dérogation à l'article 14.1 du CCAG/FCS

Lorsque les délais contractuels sont dépassés par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sauf cas de force majeure, sans mise en demeure préalable, les pénalités suivantes :

21.1.1. Pénalités journalières pour retard d'exécution de la prestation de prise en charge initiale des documents ou des prestations dues en fin d'exécution du marché - cf. Articles 4.1 et 5 du C.C.T.P.

- ▶ 2% du montant des prestations, par jour de retard dans la limite de 20 jours,

21.1.2. Pénalités journalières pour retard de production de pièces ou exécution de prestations exigées aux C.C.A.P. et C.C.T.P.

Pour chaque dépassement d'un délai d'exécution/production exigé au CCAP, à l'exception des prestations visées à l'article 21.1.1 susvisé, le titulaire encourt une pénalité de 30 € par jour calendaire de retard, dans la limite de 600 €:

C.C.A.P

- attestation d'assurance – cf article 9
- liste et/ou habilitations des agents en charge de l'exécution des prestations – cf article 10.2- documents administratifs – cf article 10.3
- délai imparti au titulaire pour informer l'organisme de la modification du lieu de stockage – cf article 12.2 .1
- délai imparti au titulaire pour informer l'organisme de la perte d'agrément du lieu de stockage – cf article 12.2 .2 ou de son renouvellement – cf article 12.2 .3
- inexécution des bons de commande – cf article 14. 2. 3
- déclaration de sous-traitance – cf article 14.5
- justificatifs de révision des prix – cf article 18
- facturation et/ou pièces justificatives – cf article 19

Pour chaque dépassement d'une périodicité ou délai d'exécution exigé au CCTP, à l'exception de la prise en charge effective du fond d'archives, (cf article 4.1.1), le titulaire encourt une pénalité de 2% de la valeur des services non réalisés, par jour calendaire de retard, dans la limite de 30%:

C.C.T.P.

- délai de production du bordereau de prise en charge ou de versement – cf art 4.1
- périodicité de mise à disposition des archives – cf art 4.3.1
- délai de mise à disposition des archives urgentes – cf article 4.3.2
- formalités et délais attachées à la destruction des archives– cf article 4.4- bordereau justificatif – cf article 4.5

Une pénalité journalière forfaitaire de 2,80 € hors taxe (3,36 € TTC) est applicable en cas de non-respect du délai de 20 jours ouvrés courant entre la date de démarrage des prestations du présent marché et la prise en charge initiale du fond d'archive. Cette pénalité démarre au 21^{ème} jour qui suit le démarrage des prestations et s'applique à chaque unité de volume (m3) non prise en charge.

C.C.T.P.

- délai de prise en charge du fond initial d'archives – cf art 4.3.1

Les pénalités s'appliquent également dans les cas suivants :

- production de pièces illisibles ou non exploitables,
- production de pièces au contenu non conforme aux exigences contractuelles.

Le montant maximum d'une pénalité ne peut excéder 600 €.

21.2. Cumul des pénalités

En cas de constat de plusieurs manquements les pénalités peuvent être cumulées. Les pénalités ne sont pas applicables lorsque les circonstances ne sont pas imputables au titulaire.

Article 22. Exécution aux frais et risques du titulaire

Dérogation art 45 du CCAG-FCS

L'organisme se réserve la possibilité de pourvoir à l'exécution des services aux frais et risques du titulaire, ceci même en l'absence d'une décision de résiliation, dans les cas suivants :

- Dépassement du plafond de pénalités visé à l'article 21 du présent C.C.A.P.,
- Retrait de l'agrément et proposition d'un site ne répondant pas aux exigences techniques du C.C.T.P.,
- Exécution des prestations non conformes aux dispositions contractuelles ou règles de l'art, après en demeure de remédier aux non-conformités constatées dans un délai de quarante-huit heures.

Article 23. Résiliation

23.1. Résiliation pour événements extérieurs au marché

Le présent marché peut être résilié par le pouvoir adjudicateur sans indemnité conformément à l'article 39 du CCAG/FCS:

- En cas de décès ou incapacité civile du titulaire ;
- En cas de redressement ou liquidation judiciaire si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire ;
- En cas d'incapacité physique manifeste et durable du titulaire compromettant la bonne exécution du marché.

23.2. Résiliation aux torts du titulaire

Le présent marché peut être résilié par le pouvoir adjudicateur pour faute du titulaire sans que celui-ci ne puisse prétendre à indemnité et le cas échéant, avec résiliation du marché à ses frais et risques :

- Dans les cas énumérés à l'article 41 du CCAGFCS,
- Dans le cas de violation de la clause de confidentialité énumérée à l'Article 08 de la présente, et dans le document nommé Acte contractuel de confidentialité,
- En cas de retrait de l'agrément du lieu de stockage,
- Lorsque le montant annuel des pénalités excède 15 % du montant de la redevance globale forfaitaire.

En cas de faute du titulaire, le pouvoir adjudicateur a la possibilité soit de résilier son marché en cours d'exécution soit de l'exécuter aux frais et risques du titulaire, conformément à l'article 45 du CCAG/FCS.

23.3. Résiliation pour motif d'intérêt général

Le pouvoir adjudicateur peut également mettre fin à tout moment à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire peut être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 42 du CCAGFCS.

La décision de mutualisation des prestations avec un ou des organismes de l'Assurance Maladie est assimilée à un motif d'intérêt général.

Dérogation à l'article 42 du CCAG/FCS

La résiliation motivée par l'intérêt général tiré d'une mutualisation des prestations ne génère pas d'indemnité au profit du titulaire.

CHAPITRE 5. MODIFICATIONS DES CLAUSES CONTRACTUELLES

Article 24. Formalisation des modifications

Les modifications des clauses du présent marché sont matérialisées par l'élaboration de nouvelles pièces et/ou d'un avenant signé par les deux parties contractantes

Néanmoins, la modification de la liste des lieux d'exécution figurant à l'annexe 1 au C.C.T.P ne donne pas lieu à l'établissement d'un avenant. La modification est notifiée au titulaire selon les modalités précisées à l'article 1.3 du présent C.C.A.P.

Article 25. Transfert de marché

Le titulaire ne peut sous-traiter ni céder le présent marché sans autorisation expresse préalable et écrite de l'organisme.

Le non-respect de cette clause entraîne de plein droit la résiliation immédiate du marché au tort exclusif du titulaire et sans indemnité.

Article 26. Changement d'indice

En cas d'arrêt de publication d'indices ou de changement d'intitulé, il sera appliqué les indices de rapport équivalent, la formule de révision de la prestation concernée sera alors modifiée en conséquence. Cette modification sera actée par avenant.

Article 27. Modification du statut du titulaire

Dans les hypothèses d'une fusion, d'une absorption, d'un rachat ou d'un changement de raison sociale du titulaire, l'organisme a la faculté de résilier le marché de plein droit, sans indemnité et sans préavis.

Le titulaire ainsi informé doit proposer à l'organisme un avenant entérinant le changement de titulaire. Il doit poursuivre les prestations du marché jusqu'à son terme normal si l'organisme ne décide pas la résiliation.

Article 28. Ajout ou suppression de site

L'ajout ou la suppression de sites ne donnent pas lieu à la rédaction d'un avenant.

CHAPITRE 6. REGLEMENT DES LITIGES

Le règlement des différends ou litiges liés à l'exécution du présent marché fait l'objet d'une tentative de règlement devant le comité consultatif de règlement amiable des litiges (CCRA) de Paris.

Tout différend survenant à l'occasion des marchés passés avec l'organisme sera réglé conformément aux dispositions des articles R2397-1 à R2397-4 du Code de la commande publique.

Toute action en justice intentée par l'une ou l'autre partie sera soumise à la juridiction suivante :

Tribunal Judiciaire
Cité judiciaire – 3, rue Victor Hugo
95000 PONTOISE.

Le droit applicable au présent marché est le droit français.

CHAPITRE 7. LA FORCE MAJEURE

Dérogation à l'article 13 3.1 du CCAGFCS

Le délai imparti au titulaire pour bénéficier d'une prolongation du délai d'exécution est fixé à 7 jours à compter de la survenance des causes de la force majeure.

L'existence de la force majeure doit être démontrée par le titulaire par le biais notamment de décisions venant d'une autorité administrative.

Le titulaire motive sa demande en exposant l'impact de l'événement sur sa capacité à remplir ses obligations.

Aucune indemnisation n'est versée au titulaire en cas d'annulation d'une commande par l'organisme.

CHAPITRE 8. DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

OBJET	ARTICLE DU MARCHE	ARTICLE DU CCAG AUQUEL IL EST DEROGE
Assurance	9	9
Opérations de vérification	16	28.2
Pénalités de retard	21.1	14.1
Exécution aux frais et risques du titulaire	22	45
Résiliation pour intérêt général tiré d'une mutualisation avec des Organismes de l'Assurance Maladie	23.3	42
Force majeure	Chapitre 7	13.3.1

Dressé en un seul exemplaire original, par la personne représentant le pouvoir adjudicateur
A Cergy le 24 Janvier 2025,

La Directrice Générale,

Edwige RIVOIRE